

Predator Files



CYBERSURVEILLANCE

3. Faits l'un pour l'autre

A.SE (AVEC L'EIC)

D'autres problèmes se présentent aux dirigeants de Nexa, qui en 2018 semble en perte de vitesse. Cerebro est progressivement rendu aveugle par le développement des solutions de cryptage. Le chiffre d'affaires chute.

Pour rester en lice, Nexa veut s'insérer dans un nouveau marché : l'infiltration de téléphones. Et plus particulièrement celui du « zero click » (en opposition à ce qu'on appelle dans le jargon le « one-click »). Soit, la capacité de pénétrer un smartphone et d'y installer un logiciel sans même avoir besoin qu'un humain ne clique sur un lien infecté.

C'est ici qu'entre en jeu Tal Dilian. Son avance technologique permettra à Nexa d'atteindre cet horizon prometteur. Renaud Roques, numéro 3 du groupe, le répétera d'ailleurs à Salies au cours d'une conversation enregistrée. « Le 0 click, aujourd'hui, c'est ce qui fait la vente. »

La collaboration entre les Français et le vétéran de l'Unit 81 est en gestation depuis au moins 2018, comme en témoigne une note saisie dans les bureaux de Nexa, évoquant un projet commun de véhicule avec la société WiSpear de Dilian.

Magie du « zero click »

Cet échange de bons procédés se matérialisera sous la forme d'AlphaSpear 360, intégration de l'outil d'interception AlphaMax de Nexa dans le van ultra-technologique présenté par Dilian à *Forbes* en 2019. Capable d'injecter Predator dans pratiquement n'importe quel smartphone dans un rayon de 500 mètres. La magie du « zero click » à portée de main.

De l'autre côté de la table, Dilian, qui n'a « pas les ressources et les contacts » (dixit un cadre de Nexa face aux gendarmes), profitera du carnet d'adresses des Français pour s'ouvrir la porte de nouveaux marchés.

4. Si la presse entend parler du projet Gemini, « on est morts »

A.SE (AVEC L'EIC)

L'année 2021 ne pourrait pas démarquer sous de meilleurs auspices pour les cadres d'Intellexa. Le soir de la Saint-Sylvestre, Stéphane Salies a de bonnes nouvelles à leur partager dans le groupe WhatsApp créé en septembre 2020 au sujet d'un projet nommé « Gemini ».

À l'automne, une démonstration de Predator a été faite auprès du Département de recherche technique (TRD), un service secret égyptien. Les préparatifs ont donné du fil à retordre aux membres de l'alliance. « C'est un client très exigeant qui a des connaissances pointues », écrira plus tôt sur le groupe Salies, qui connaît la maison. « Le premier paiement est conditionné au succès de la démo. »

Et visiblement, la cible a été conquise. « Great !!!! Happy new year », rétorque Tal Dilian à la suite de l'annonce. Par émojis interposés, on fait sauter les bouchons de champagne pour célébrer ce contrat, qu'un tableau interne saisi chez Nexa chiffre à 9,4 millions d'euros.

Plus tard dans la journée, seconde bonne nouvelle. Elle concerne un autre projet surnommé « Khmers Rouges ». « Le contrat avec le Vietnam est signé, 3,6 millions de dollars », annonce Olivier Bohbot, numéro 2 de Nexa. Tal Dilian pianote un « Wowhhhh !!!! » en retour. Tant pis si le régime communiste vietnamien est connu pour sa dureté vis-à-vis de ses dissidents et de journalistes critiques.

Etats d'âme...

Salies sait malgré tout qu'il navigue en eaux troubles, notamment en Egypte vu le passif de la boîte. D'après des documents internes, deux programmeurs ont claqué la porte de l'entreprise en 2018, craignant que des technologies vendues à Al-Sissi puissent être mises au service de la répression de personnes LGBTQIA+. « Je peux comprendre », concédera par message un cadre de Nexa à Renaud Roques, numéro 3 de la

boîte.

En juin 2021, au cours d'un appel téléphonique entre Salies et Roques, le sujet de l'Egypte reviendra sur la table. Si la presse devait apprendre l'existence du projet « Gemini », insiste le patron de Nexa, « on est coincés, on est morts ».

Il en faudra plus pour refroidir les ambitions des marchands d'armes. Des documents datés de 2020 et 2021 montrent qu'Intellexa est aussi parvenu à vendre Predator à Madagascar. Et que ses membres tentaient par ailleurs à l'époque de vendre les logiciels espions d'Intellexa à au moins sept autres pays, dont l'Arabie saoudite, le Qatar, la Libye, le Cameroun, l'île Maurice, l'Indonésie et la Malaisie. On ignore si ces contrats ont finalement été conclus.

... et « prise de conscience »

Confrontés par l'EIC au sujet de ces ventes et de ces offres, Stéphane Salies et Olivier Bohbot nous ont fait parvenir la réponse suivante, par écrit. « Nous avons dénoncé ces contrats après la perquisition de 2021, qui nous ont fait prendre conscience des risques portés par ces marchés. » Sans toutefois en apporter la preuve. Ils ajoutent : « Nous avons réalisé que les autorisations accordées ne nous protégeaient pas suffisamment et ne constituaient aucunement une garantie contre les violations des droits de l'homme. »

Stéphane Salies et Olivier Bohbot indiquent également que de façon générale leurs sociétés « respectaient scrupuleusement les réglementations d'export ». Dénonçant un « acharnement médiatique et judiciaire », ils affirment avoir toujours « respecté scrupuleusement les réglementations ». Et s'ils admettent avoir parfois vendu à des pays qui « étaient loin d'être parfaits sur le plan de l'Etat de droit », ils tiennent aussi à préciser. « Nous étions tout aussi sensibles au fait que notre démarche s'inscrivait le plus souvent dans un élan de la communauté internationale d'accompagner ces pays vers la démocratie. »

De rares indices de contacts belges avec Nexa

Il ressort des Predator Files que Nexa comptait parmi ses clients des agences européennes, par exemple un service allemand d'appui technologique pour les forces de l'ordre et le renseignement, le ZITIS. Et en Belgique ? Rien ne permet de l'affirmer. Mais quelques documents analysés mentionnent brièvement le nom de notre pays. Devant les enquêteurs, un cadre de Nexa évoquera ainsi un contact avec la Belgique. « Il y a eu une présentation Cerebro (sur ce système de surveillance d'internet, lire par ailleurs, NDLR) sans vente à la clé en 2016 à la Belgique. C'était le jour des attentats à Bruxelles », dira-t-il. Un autre cadre évoquera lui un « projet de contrat ». Tandis qu'un article du média français *Reflets.info* mentionnait, en 2017, la fuite d'une liste de clients de Nexa pour l'année 2016, sur laquelle figurait visiblement le nom du SGRS, le renseignement militaire belge. Contacté pour une clarification, le SGRS dit ne pas donner de commentaire au sujet de ses moyens. Et ne confirme, ni n'infirme, l'hypothèse d'un contact voire d'un contrat avec Nexa. Également questionnés au sujet de la Belgique par l'EIC, les patrons de Nexa n'ont pas donné de suite sur ce point. A.SE

5. Benalla, facilitateur auprès de l'Arabie

A.SE (AVEC L'EIC)

Qu'importe que son nom soit cité dans des affaires sensibles. En France, Nexa peut compter sur une solide relation avec les autorités, construite de longue date à force de contrats passés avec divers services de sécurité et de renseignement hexagonaux.

Au point que ses dirigeants sont visiblement en mesure d'accéder au sommet de l'Etat. Dans un carnet de notes saisi dans les bureaux de Nexa, sur une page datée du 24 avril 2018, figurent les numéros de téléphone de trois personnalités de très haut rang. Vérifications faites, ces coordonnées correspondent effectivement à celles d'un général assurant la sécurité de l'Élysée (Eric Bio-Farina), à celles de l'ex-responsable de la protection présidentielle Alexandre Benalla (qui entrera dans la lumière après avoir frappé un manifestant le 1^{er} mai 2018) mais aussi à celles d'un certain... Emmanuel Macron.

Des notes retrouvées à côté de ces numéros dans le cahier évoquent une présentation générale de la société et de ses produits phares, suggérant l'organisation possible d'une réunion avec le président français.

499 messages en un an

Mais cela est loin d'être le seul indice de connexion entre Nexa et Benalla, qui connaîtra des déboires médiatiques à partir de juillet 2018 et se reconvertira dans la consultance. Entre juin 2020 et juin 2021, ce dernier a échangé pas

moins de 499 messages WhatsApp avec Olivier Bohbot, numéro 2 de Nexa.

Il ressort de ces échanges que Benalla a mis la main à la pâte en fixant le 6 octobre 2020 dans un hôtel un rendez-vous entre Bohbot et un dignitaire saoudien présenté comme « très proche » du prince héritier Mohamed Ben Salmane. Ben Salmane, l'homme accusé d'être derrière le sordide assassinat, en 2018, du journaliste Jamal Khashoggi – dont il est désormais établi que l'entourage avait été mis sous écoute au moyen du logiciel Pegasus. « Il arrive dans le lobby. Arabe, cheveux longs gris », écrit Benalla à Bohbot à 11 h 34.

L'histoire ne dit pas ce qu'il ressortira de cette rencontre. Mais il est certain que le marché saoudien est bien dans le viseur de Nexa, déjà depuis l'ère Ameyss. Plusieurs documents figurant dans les « Predator Files » attestent d'affaires conclues avec Riyad au cours de la décennie écoulée. En 2019, en rachetant son concurrent allemand Trovicor – au passage, le groupe Nexa en profitera pour rebrandir en 2020 ses activités sous le nom de Trovicor Intelligence – Nexa hérite notamment de son contrat de fournisseur du royaume en matière d'écoutes judiciaires.

Mais les Français ne semblent pas prêts à vouloir s'arrêter en si bon chemin. Dès 2020, un projet de contrat (non signé) figurant dans les Predator Files témoigne d'une volonté de passer un accord de courtage avec une société basée en Malaisie, Gamma International Limited, en vue de délivrer divers produits à la « cour royale » d'Arabie

